Penser le monde d'après

6/8

ÉCONOMIE

LE MONDE D'APRÈS

Le confinement, une parenthèse vite oubliée ou un nouveau départ ? Santé, inégalités, environnement, politique… Tout l'été dans « Le Soir », des intellectuels racontent comment ils voient le monde d'après.

« Les gens ne veulent pas d'un despotisme éclairé, mais peser sur les choix qui les concernent »

Isabelle Ferreras a une conviction : seule la démocratie permet de prendre des décisions collectives légitimes et donc efficaces. Il ne s'agit pas de mieux expliquer, mais d'impliquer les citoyens.

ENTRETIEN
DOMINIQUE BERNS

Isabelle Ferreras a donné rendez-vous à notre photographe au Jardin essentiel de Forest, un jardin participatif né de la rencontre entre une institution publique, l'IBGE, aujourd'hui Bruxelles Environnement, et les habitants du quartier. C'est moins le hasard de la géographie – son domicile est à deux pas – qu'un choix au fond très politique d'une sociologue engagée, enseignant à l'UCLouvain, dont le leitmotiv tient en un mot – *démocratiser* – mais s'applique à toutes les sphères de la société, également à l'entreprise. Une exigence que la crise du Covid a rendue encore plus urgente, insiste-t-elle.

On ne peut pas se satisfaire d'une société où le marché fixe le pourcentage de gens considérés comme inutiles

La crise que nous vivons est-elle une parenthèse avant de revenir au « monde d'avant » ou l'occasion d'une révolution vers un autre monde ?

En tant que scientifique, je veux analyser calmement les événements et non les dramatiser ou me lancer dans de la futurologie. Personne ne sait à quoi va ressembler le monde de demain. Je veux croire que nos sociétés seront capables d'apprendre de leurs problèmes, d'évaluer la manière dont elles y ont fait face afin d'éviter que le monde d'après répète les mêmes erreurs que celui d'avant – afin d'envisager un autre avenir que ce vers quoi nous allions, à savoir la crise sociale, économique et politique et l'effondrement climatique, qui sont en train de se produire. Ce serait une grave erreur de penser que le coronavirus est un malheur qui nous tombe du ciel.

Il faut écouter les scientifiques. Que disent-ils ? Que la pandémie est liée à la pression que les activités humaines exercent sur l'environnement naturel. Voilà pourquoi ce virus, qui circulait parmi les animaux, est entré en contact avec les êtres humains. On ne peut donc pas parler d'un phénomène « exogène ». Croire que les humains vivent dans une bulle, à l'abri des perturbations du reste de la biosphère, est une vue tronquée du réel. Au contraire, l'humain est inscrit dans l'environnement, qui n'est pas un facteur exogène qu'on pourrait exploiter, dominer sans conséquence en retour. La pandémie nous rappelle qu'un jour ou l'autre, nous payons l'addition. C'est le leitmotiv de toujours du mouvement écologique.

Mais l'urgence, aujourd'hui, n'est-elle pas de relancer la machine économique ?

L'urgence est de prendre conscience que nous devons gouverner notre avenir et, pour cela, nous remettre en position de prendre les décisions indispensables à notre survie collective sur cette planète. Autrement dit : de réaffirmer la primauté du politique. Cela implique de réévaluer la place donnée au marché dans l'organisation de nos sociétés, donc de remettre en cause le programme néolibéral dont on peut dater la naissance avec la création de la Société du Mont-Pèlerin en 1947, un groupe de réflexion, fondé notamment par les économistes Milton Friedman et Friedrich Hayek et qui a compté parmi ses membres, outre les deux précités, six autres « Prix Nobel d'économie », qui n'est pas un Prix Nobel, mais un Prix de la Banque de Suède.

Il ne s'agit pas d'un grand complot, mais du développement d'un appareil intellectuel consacrant l'idée que la liberté serait protégée par l'extension du marché. Effrayés qu'ils étaient par l'expérience du nazisme, leur préoccupation était d'éviter tout à la fois le retour au fascisme et le péril totalitaire soviétique. La solution, à leurs yeux, reposait sur l'affirmation de la supériorité du marché comme outil d'échange social et sur la réduction de l'importance de l'État. L'expérience des soixante dernières années a montré qu'ils avaient tort, que la meilleure manière de promouvoir la liberté est, au contraire, de renforcer la démocratie, qui permet d'agréger la volonté collective et de garantir l'égalité.

Autrement dit : ils voulaient dépolitiser la société alors que vous proposez, au contraire, de la repolitiser.

Exactement. Ils ont fait preuve – disons, pour ne pas être désobligeante – d'une certaine naïveté en pensant que le marché apporterait la paix et la prospérité partagée. C'est ainsi qu'après la chute du bloc soviétique, Francis Fukuyama a pu annoncer « la fin de l'histoire ». Mais la réalité n'est pas celle-là. Les économistes rattachés au courant néolibéral n'ont pas interrogé une institution essentielle, l'entreprise, profondément non libérale et non démocratique, où les travailleurs ne sont pas invités au partage des bénéfices. Ils nous parlent sans cesse de libre concurrence alors que celle-ci n'existe pas. Dans *The Great Reversal : How America Gave Up on Free Markets* (Harvard UP, 2019), Thomas Philippon, de la New York University, a ainsi montré qu'aux Etats-Unis, les marchés sont dominés par de gros acteurs dont le statut quasi monopolistique leur permet d'extraire une rente, qui dessert directement l'intérêt des consommateurs.

L'Europe est différente des Etats-Unis, non ?

Les Etats-Unis constituent un miroir caricatural, grossissant. On y voit beaucoup plus clairement le résultat du programme néolibéral parce que n'existent pas les formes de solidarité sociale qui, chez nous, cachent la violence de ce que produit le marché laissé à lui-même. Le monde d'aujourd'hui est profondément – et de plus en plus – inégal à l'intérieur des Etats, comme l'ont montré les travaux de Thomas Piketty, et entre les Etats. Ainsi, le rapport final de l'ancien rapporteur spécial des Nations unies sur l'extrême pauvreté et les droits humains, Philip Alston, montre que, contrairement à ce qu'on entend souvent, la mondialisation n'est pas une grande vague qui aurait permis de soulever tous les bateaux (NDLR : *Le Soir* du 27 juillet). Le programme néolibéral – le fameux Tina, There Is No Alternative, il n'y a pas d'alternative – ne fonctionne pas. La crise du Covid-19 aux Etats-Unis montre que les sociétés organisées via le marché ne sont pas capables d'y faire face et se mettent ainsi en péril. Quand les soins de santé sont privatisés, les gens font l'impossible pour continuer à travailler car ils ne peuvent pas se permettre de rester chez eux, même si cela protège leurs concitoyens.

Que faire ?

D'abord entendre les revendications de la société civile. Les gens veulent peser sur les choix qui les concernent ; ils ne veulent pas d'un despote éclairé. Penser qu'une technocratie peut piloter la société est une terrible erreur d'appréciation. C'est, à mes yeux, ce que montre également la montée du vote dit « populiste ». Mais le monde politique n'a pas l'air de comprendre que seul l'approfondissement de la démocratie permettra de prendre des décisions collectives légitimes et donc efficaces. Le problème n'est pas, comme on nous le répète, de mieux expliquer aux citoyens les décisions prises mais, au contraire, de les impliquer dans la prise de décision.

Ensuite évaluer sereinement les dispositifs d'organisation sociale pour mesurer leur efficacité. Puisque l'expérience montre que la marchandisation de biens essentiels comme la santé conduit à une faillite de la société tout entière, il faut donc démarchandiser. Ce n'est pas une idée neuve. En Europe, on a tenu bon face au mouvement néolibéral pour des « biens primaires » comme la santé et l'éducation. On a jugé que l'éducation ou la santé ne pouvaient pas être considérées comme n'importe quel bien distribué sur un marché à ceux qui ont les moyens de payer. Maintenir une Sécurité sociale forte est essentiel, mais cela ne suffit pas.

Pour « démarchandiser le travail », vous proposez d'introduire une « garantie d'emploi pour tous ». De quoi s'agit-il ?

On ne peut pas se satisfaire d'une société où le marché fixe le pourcentage de gens considérés comme inutiles. Or, c'est ce que nous faisons, notamment en acceptant le concept de taux de chômage naturel. Pourtant, il y a, d'un côté, des gens qui voudraient bien travailler, mais ne trouvent pas d'emploi ; et d'un autre côté, d'importants besoins sociaux qui ne sont pas satisfaits par le marché parce que cette demande n'est pas solvable. L'expérience française des « territoires zéro chômeur de longue durée » montre qu'une solution existe en réunissant les forces vives d'un territoire – entreprises, pouvoir publics, syndicats, associations… – pour identifier les besoins non satisfaits, puis en créant des « entreprises à but d'emploi » qui vont embaucher les chômeurs de longue durée pour répondre à ces besoins. En France, l'expérience devrait être étendue. En Belgique, les exécutifs wallon et bruxellois ont inscrit la mise en place de « territoire zéro chômeur » dans leurs déclarations de politique régionale. On se demande bien ce qu'ils attendent pour agir ?

La « garantie d'emploi pour tous » serait une généralisation de ce système. Mais en avons-nous les moyens ?

On peut, en Belgique, mettre en œuvre la garantie d'emploi pour tous dès demain. Selon le Dulbéa, le centre de recherche d'économie appliquée de la Solvay Brussels School de l'ULB, un chômeur « coûte » 40.000 euros par an à l'Etat. C'est plus qu'il n'en faudrait pour lui offrir un salaire décent et lui permettre de (ré)intégrer le marché du travail. Plutôt qu'activer les chômeurs, activons le budget de l'assurance-chômage pour créer des emplois qui répondent aux besoins de la planète et de soins aux personnes, de vrais CDI qui peuvent aussi constituer un tremplin vers l'emploi dans le secteur privé et tirer la qualité de tous les emplois vers le haut en offrant à chaque travailleur une alternative en CDI et à temps plein.

Pourquoi ne pas préférer quelque chose qui peut sembler plus simple : l'allocation universelle ?

Les deux projets ne sont pas concurrents. Mais je vois deux raisons de privilégier aujourd'hui la « garantie d'emploi ». Un : le budget existe, alors que la mise en place de l'allocation universelle nécessiterait un budget beaucoup plus important, qui pourrait exiger de puiser dans l'enveloppe de la Sécu. Or, celle-ci est un socle indispensable dans le cadre d'un projet de démarchandisation. Deux : la « garantie d'emploi pour tous » permet de créer des jobs utiles face aux défis environnementaux. Ainsi, en France, dans les « territoires zéro chômeur », 40 % des postes de travail créés concernent les soins à la planète ; et 40 autres pour cent, les soins aux personnes.

Rendez-vous au Jardin essentiel de Forest, un jardin participatif né de la rencontre entre une institution publique et les habitants du quartier.

© PIERRE-YVES THIENPONT.

entreprise « Redistribuer le pouvoir, pas seulement un peu d'argent au bon vouloir des capitalistes »

D.B.

Si l'on vous comprend bien, redistribuer (de l'argent) ne suffit pas, il faut aussi donner plus de pouvoir aux individus – ce que les Anglo-Saxons nomment « empowerment » –, notamment au sein de l'entreprise. Pourquoi ?

Qu'est-ce que la crise a montré ? Que sans ceux qui « investissent en travail », les êtres humains, et notamment ceux occupant les positions les moins valorisées, l'économie ne tourne pas. Faire du travail une marchandise, un « facteur de production » dont il faudrait minimiser le coût, c'est non seulement philosophiquement indéfendable, mais aussi inefficace. En 1944, dans sa Déclaration de Philadelphie, l'Organisation internationale du travail l'a proclamé : le travail n'est pas une marchandise. Le travailleur doit donc bénéficier de la liberté et de l'égalité en dignité et en droits que reconnaît, à tous les hommes et toutes les femmes, l'article 1 de la Déclaration universelle des droits humains. Or, dans l'entreprise capitaliste, certains ont plus de droits que d'autres. Cela ne va pas de soi si l'on considère – comme il convient de le faire – que l'entreprise est une entité politique, dont le « gouvernement » est aux mains d'une partie constituante, les apporteurs de capitaux, tandis que l'autre partie constituante, les investisseurs en travail, en est exclue. Selon les critères de la théorie politique, l'entreprise est un système despotique. Certes, les techniques de management impliquent les travailleurs… dans la gestion, mais ceux-ci ne participent pas à la prise de décision sur les finalités de l'entreprise ou sur la répartition des bénéfices.

En Belgique, après la Seconde Guerre mondiale, on a créé le conseil d'entreprise, où la direction informe et consulte les représentants des salariés. Mais ce qui devait être une première étape vers la citoyenneté des travailleurs n'a pas eu de suite. Or, si l'on veut résoudre la contradiction entre la citoyenneté politique et l'absence de démocratie dans l'entreprise, il faut redistribuer le pouvoir, pas seulement un peu d'argent au bon vouloir de ceux qui détiennent le capital. Dans l'histoire, le bicamérisme – une chambre pour l'aristocratie, une autre pour le « peuple » – a constitué l'amorce de la démocratisation (politique) face au despotisme. C'est ainsi qu'on peut aussi démocratiser l'entreprise. A côté du conseil d'administration qui représente les actionnaires, reconnaissons sérieusement cette seconde chambre qu'est un conseil d'entreprise, représentant les travailleurs, en la dotant des mêmes pouvoirs. Le top management – le comité de direction – devrait systématiquement recevoir l'aval des deux chambres et serait ainsi obligé de trouver un compromis entre les intérêts des apporteurs de capitaux et ceux des investisseurs en travail.

A côté du conseil d'administration qui représente les actionnaires, reconnaissons sérieusement cette seconde chambre qu'est un conseil d'entreprise, représentant les travailleurs, en la dotant des mêmes pouvoirs

Etes-vous sûre que ce bicamérisme ne constituerait pas un piège pour les travailleurs et leurs représentants syndicaux ? L'herbe ne semble pas être plus verte pour les travailleurs allemands, malgré la codétermination…

Le modèle allemand n'est pas la réforme dont je parle. Dans la codétermination « à l'allemande » (Mitbestimmung), il n'y a qu'une seule chambre, le Conseil de surveillance, où les représentants des travailleurs sont minoritaires. Je comprends donc ceux qui disent : « cogestion, piège à cons ». Dans le bicamérisme tel que je le propose, le conseil d'entreprise, qui constituerait la deuxième chambre, ne serait composé que de représentants des salariés ; et l'employeur, la branche exécutive de l'entreprise, n'en ferait plus partie. Le pouvoir serait ainsi réellement partagé entre actionnaires et salariés, avec un mécanisme de double majorité.

Vous niez un principe fondamental de nos sociétés : la propriété privée des actionnaires, et leur droit d'user, de jouir et de disposer de leur entreprise…

Les actionnaires sont propriétaires de leur participation, du capital qu'ils ont mis à disposition de l'entreprise. Mais pas de l'entreprise, qui est une entité distincte, une « personne morale » qui ne se confond pas avec les personnes physiques que sont ses actionnaires. Affirmer que Jeff Bezos est propriétaire d'Amazon est aussi ridicule que de dire que Donald Trump est propriétaire des Etats-Unis. L'entreprise existe au travers de l'investissement conjoint des apporteurs de capital et des investisseurs en travail. Il faut cesser de réfléchir dans les termes de la propriété. C'est une erreur que Marx lui-même a commise. Si on réfléchit en ces termes, on ne comprend pas la nature politique de l'entreprise ; et on ne voit d'autre solution qu'économique, via la nationalisation. Or, la collectivisation des moyens de production n'a pas permis la démocratisation de l'entreprise, comme l'a montré l'expérience soviétique.

Dans une carte blanche signée par plus de 3.000 personnalités académiques et dont vous êtes l'une des chevilles ouvrières, vous écrivez : « Démocratiser l'entreprise et démarchandiser le travail nous permettra de dépolluer la planète. » Une entreprise gérée de manière plus démocratique serait-elle nécessairement plus « verte » ?

Des ingénieurs de l'Université de Cambridge ont montré que 73 % de la consommation mondiale d'énergie pourraient être économisés grâce à des modifications des processus de production. Mais ces changements, réalisables avec les technologies dont nous disposons aujourd'hui, impliquent une plus grande intensité de main-d'œuvre – autrement dit : de créer de l'emploi. De sorte qu'il est peu probable qu'ils soient mis en œuvre à grande échelle tant que les entreprises sont dirigées au seul profit des actionnaires, dans un contexte où le prix de l'énergie est bas comme il l'est actuellement. Démocratiser l'entreprise changerait l'équation, d'autant que les jeunes générations sont beaucoup plus sensibles à l'enjeu climatique que leurs aînés. C'est une condition nécessaire mais non suffisante : il faut également imposer des règles environnementales bien plus strictes aux entreprises.

Des économistes comme Thomas Piketty ou Gabriel Zucman plaident pour une beaucoup plus grande progressivité du système fiscal et pour l'instauration d'un impôt sur le patrimoine, assorti de taux élevés. Vous partagez cette opinion ?

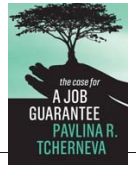
Absolument. La démarchandisation, dans l'entreprise comme dans la sphère dite « politique », est un processus qui repose fondamentalement sur la dissociation progressive entre la propriété et les droits politiques. Or, la démocratie ne veut plus dire grand-chose quand le pouvoir d'influence privé est toujours plus puissant et quand les plus grandes entreprises et les personnes plus riches peuvent mettre les Etats en concurrence au niveau fiscal, social, environnemental. De sorte que les pouvoirs publics en sont réduits à s'endetter de façon abyssale – alors que les milliardaires n'ont jamais été aussi nombreux et aussi riches – pour faire face aux défis qui devraient pourtant constituer collectivement notre priorité : lutter contre les inégalités et sauvegarder l'habitabilité de notre planète. C'est de notre survie dont il est question.

Ce qui doit advenir

« Réinventer la démocratie. Les instruments particratiques actuels sont dépassés. Pour la démocratie politique, il faut compléter la démocratie représentative par la démocratie participative. En Belgique, on peut remplacer le Sénat par une assemblée de citoyens tirés au sort et leur donner un pouvoir aussi important que la Chambre. »

Ce qui doit disparaître

« J'aimerais vivre le jour où les partis d'extrême droite auront disparu, témoignant du fait qu'un projet de société fondé sur les inégalités, le rejet de la différence, la haine de l'autre, l'absence de solidarité, n'aura plus d'audience parmi nos concitoyens. Aujourd'hui, l'ensemble de l'espace politique est contaminé par la peur de l'autre. »



Le livre

« Je recommande *The Case for a Job Guarantee*, de l'économiste américaine Pavlina Tcherneva, qui sera publié en français aux Editions La Découverte à la rentrée. Le travail est un droit, mais nous avons renoncé à rendre ce droit effectif ; nous nous en remettons au marché pour décider qui est utile et est inutile. Ce livre démontre que démarchandiser le travail est possible ; et surtout, comment faire. »

Le film

« J'ai choisi *En guerre*, de Stéphane Brizé, avec Vincent Lindon, sorti en 2018. Ecrit avec d'anciens élus syndicaux, il décrit froidement le monde dans lequel nous vivons, qui n'est pas celui auquel j'aspire. Cette histoire d'une restructuration industrielle dévoile la réalité de l'entreprise aux mains du capital, où les travailleurs ne sont que des outils. Cette histoire d'une lutte qui n'aboutit pas nous montre qu'il faut prendre une autre voie si nous aspirons à un autre monde. »

Les personnalités

« J'ai choisi quatre jeunes femmes – Vanessa Nakate, Greta Thunberg, les Belges (ph.) Anuna De Wever et Adelaïde Charlier – qui, par révolte devant le monde tel qu'il est, se sont engagées en faveur d'un monde où les humains vivent en harmonie avec la nature et, notamment, cessent de contribuer au dérèglement climatique. Il est crucial que les citoyens puissent se mobiliser pour faire avancer des projets qui leur tiennent à cœur. Ces jeunes femmes montrent l'exemple. »